

Actualités OFS



06 Industrie et services

Neuchâtel, décembre 2023

Démographie des entreprises (UDEMOMO)

Analyses sur les données 2013 à 2021

Avec la statistique de la démographie des entreprises, l'Office fédéral de la statistique (OFS) fournit des chiffres détaillés sur les principaux événements démographiques qui impactent l'évolution de la population des entreprises actives en Suisse. Outre les créations «ex nihilo» et les cessations «réelles» (ou définitives) d'entreprises, des données sur les taux de survie des nouvelles entreprises, les entreprises à forte croissance et les gazelles¹ complètent l'offre d'informations statistiques et fournissent des indications importantes sur le dynamisme à court et moyen terme de l'appareil productif suisse.

1 Introduction

Depuis plusieurs décennies, le contexte économique mondial est marqué par la globalisation, la forte concurrence sur les marchés et la numérisation. Des données statistiques permettant d'analyser la structure et l'évolution de l'appareil productif d'une économie donnée sont de plus en plus demandées, tant au niveau politique qu'économique. Elles permettent d'avoir une image du dynamisme des entreprises et d'une économie nationale. La statistique de la démographie des entreprises (UDEMOMO) permet de répondre à ces besoins, en mettant à disposition des informations de qualité, basées sur une méthodologie commune et donc comparables au niveau international. La Suisse a suivi et participé aux travaux dans ce domaine dès le départ. La mise sur pied en 2013 de la statistique structurelle des entreprises

(STATENT), avec 2011 comme première année de référence, a donné un nouvel élan à l'UDEMOMO, ouvrant des perspectives d'analyses élargies du tissu économique suisse.

2 Aspects méthodologiques et informations disponibles

La production de données sur la démographie des entreprises basée sur l'univers de la STATENT a débuté avec l'année de référence 2013. À la base de toutes les statistiques UDEMOMO, on retrouve la population des entreprises actives. Celle-ci recense toutes les unités qui sont actives à un moment donné au cours d'une année de référence. Comme la STATENT, la population des entreprises actives de l'UDEMOMO s'intéresse aux unités qui exercent une activité économique en Suisse. Toutefois, les deux statistiques se différencient sur la période de référence et la couverture.

La population des entreprises actives recense les unités qui ont été actives durant toute une année ou durant une partie d'une année, alors que la STATENT s'intéresse actuellement uniquement aux unités actives au mois de décembre. Cet horizon temporel différent a des conséquences sur le calcul de l'emploi. La STATENT prend en considération les emplois du mois de décembre, tandis que les statistiques UDEMOMO font référence à la notion d'emploi moyen au cours de la période d'activité.

La couverture économique des statistiques UDEMOMO est plus limitée que celle de la STATENT. L'UDEMOMO ne couvre en effet que les unités qui exercent une activité économique marchande dans les secteurs secondaire et tertiaire (à l'exclusion des sociétés holding), que ces unités soient actives dans le secteur privé ou public. Les unités du secteur primaire, les administrations

¹ Les différents «événements démographiques» considérés dans le cadre de l'UDEMOMO sont définis et explicités dans l'encadré en page 3.

Statistiques de la démographie des entreprises (UDEMO): vue d'ensemble des informations disponibles

T1a

	Entreprises								
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Population des entreprises actives	518 853	536 764	545 287	550 223	555 718	556 849	567 254	564 787	574 258
Créations d'entreprises	36 997	41 866	40 811	39 064	39 594	39 435	42 606	40 188	43 037
Cessations d'entreprises	32 140	35 409	36 553	36 126	37 442	36 197	40 238	n.d.	n.d.
Entreprises à forte croissance	n.d.	4 599	4 307	4 094	4 152	4 442	4 803	4 314	4 398
Gazelles	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	204	243	212	218

	Emplois								
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Population des entreprises actives	4 207 604	4 261 789	4 298 056	4 321 870	4 368 405	4 414 553	4 480 650	4 429 088	4 486 354
Créations d'entreprises	50 357	55 694	55 333	52 707	53 839	53 696	57 067	56 410	59 559
Cessations d'entreprises	44 896	47 969	50 237	48 630	50 809	50 193	53 784	n.d.	n.d.
Entreprises à forte croissance	n.d.	227 549	202 212	216 267	223 603	257 784	267 678	220 106	241 331
Gazelles	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	8 792	10 850	8 414	7 981

n.d. = non disponible

Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO)

© OFS 2023

Statistiques de la démographie des entreprises (UDEMO): vue d'ensemble des informations disponibles

T1b

	Cohortes de nouvelles entreprises								
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Taux de survie des nouvelles entreprises après 1 an (en %)	83,4	82,3	83,0	83,6	82,8	83,7	81,9	84,4	
Taux de survie des nouvelles entreprises après 2 ans (en %)	70,7	68,9	70,8	70,6	70,5	70,3	70,5	n.d.	
Taux de survie des nouvelles entreprises après 3 ans (en %)	61,7	59,7	61,5	62,3	61,2	62,0	n.d.	n.d.	
Taux de survie des nouvelles entreprises après 4 ans (en %)	54,7	52,8	55,2	55,1	55,1	n.d.	n.d.	n.d.	
Taux de survie des nouvelles entreprises après 5 ans (en %)	49,2	47,8	49,2	50,1	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	

n.d. = non disponible

Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO)

© OFS 2023

publiques et les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM²) sont dès lors exclues du cadre d'analyse de l'UDEMO, alors qu'elles sont intégrées dans celui de la STATENT.

Les indicateurs qui reflètent les principales phases de la vie d'une entreprise reposent sur des critères standardisés au niveau européen. Par conséquent, les résultats de l'UDEMO diffusés au niveau national sont pleinement comparables à ceux de nos principaux partenaires économiques.

Dans un souci de décharger au maximum les entreprises, l'OFS fait un recours accru aux sources administratives disponibles pour produire les données UDEMO, ce qui a toutefois pour conséquence que les données sont diffusées avec un décalage temporel. Les données actuellement disponibles portent ainsi sur les années de référence 2013 à 2021. Dans cette publication, l'accent est surtout mis sur les données produites dans le cadre de la dernière collecte de données, à savoir les données 2021 (2019 pour les cessations). Si les séries de données sur

la population des entreprises actives et sur les créations d'entreprises «ex nihilo» sont disponibles pour toutes les années de référence sous revue, il n'en va pas de même pour les autres indicateurs de la démographie des entreprises. Pour ceux-ci, la disponibilité dépend en grande partie de la méthodologie, expliquée ci-après dans l'encadré. Ainsi, les données sur les cessations définitives d'entreprises couvrent la période 2013 à 2019 et celles sur les entreprises à forte croissance la période 2014 à 2021. Les données sur les taux de survie se réfèrent aux années 2014 à 2021 pour toutes les cohortes de nouvelles entreprises créées à partir de 2013. Les gazelles sont le dernier indicateur développé dans le cadre de l'UDEMO et sont disponibles uniquement dès l'année de référence 2018.

² Il s'agit par exemple des églises, des syndicats ou des clubs sportifs.

Statistiques de la démographie des entreprises (UDEM0) – Définitions

Créations «ex nihilo» d'entreprises

La statistique sur les nouvelles entreprises ne considère que les entreprises véritablement nouvelles, créées «ex nihilo», et exerçant une activité économique marchande. **Une naissance d'entreprise «ex nihilo» consiste dans la création d'une nouvelle combinaison de facteurs de production – avec la restriction qu'aucune autre entreprise ne soit directement impliquée dans cet événement.** Par conséquent, les entreprises issues d'une fusion, d'une reprise, d'une scission ou d'une restructuration d'entreprises préexistantes ne sont pas considérées. La statistique inclut par contre les unités qui sont inactives durant plus de deux ans (entreprises «dormantes») et qui sont réactivées par la suite. Cette période de deux ans est celle qui est utilisée comme «borne» au niveau international.

Survie des nouvelles entreprises

La survie des nouvelles entreprises est un indicateur relatif. Il est défini comme **le pourcentage des entreprises créées «ex nihilo» encore actives entre 1 et jusqu'à 5 ans après leur création.** Ainsi, les nouvelles entreprises d'une année de référence t forment une cohorte qui est suivie au fil des années comprises entre $t+1$ et $t+5$. Dans cette cohorte, les entreprises sont considérées comme survivantes si elles apparaissent dans la population des entreprises actives des années subséquentes. Des cas particuliers peuvent se présenter lorsqu'une entreprise A disparaît de la population d'entreprises suite à la cessation de son activité. Si cette activité est reprise par une nouvelle unité créée spécifiquement pour reprendre les facteurs de production de A , on parle de survie par reprise et on continue de suivre la nouvelle unité. Si, par contre, une entreprise B disparaît pour cause de fusion ou de reprise par une entreprise déjà existante, elle n'est pas considérée comme survivante. Il faut également noter que dès qu'une unité n'est plus active, elle «sort» de la cohorte et ne peut plus y revenir. **La population de référence pour les taux de survie porte ainsi uniquement sur les unités nouvellement créées qui ont été actives sans interruption durant la période d'observation considérée (1 à 5 ans).**

Cessations d'entreprises

Une cessation d'entreprise correspond à la dissolution d'une combinaison de facteurs de production – avec la restriction qu'aucune autre entreprise ne soit impliquée dans cet événement. Par conséquent, les entreprises disparues à la suite

d'une fusion, d'une reprise, d'une scission ou d'une restructuration d'entreprises préexistantes ne sont pas considérées. La statistique inclut par contre les unités dormantes qui ne sont pas réactivées dans un délai de deux ans. Symétriquement aux créations d'entreprises, l'application de la règle des deux ans pour les réactivations nécessite de s'assurer qu'une entreprise qui a cessé son activité dans l'année t ne réapparaît pas dans la population des entreprises actives des années $t+1$ et/ou $t+2$. Dans ce cas, c'est-à-dire lorsqu'une entreprise n'est pas réactivée au terme de deux ans de cessation d'activité, elle est considérée comme une cessation définitive pour la statistique. **Cette règle implique donc que, pour une année de référence déterminée, les données définitives sur les cessations d'entreprises sont mises à disposition avec un décalage temporel par rapport aux autres données UDEM0.** Il faut en effet vérifier le «statut» de l'unité sur deux années consécutives pour pouvoir déterminer si on a, ou non, une réelle cessation d'activité.

Entreprises à forte croissance

Les entreprises à forte croissance se définissent comme des unités qui, à partir d'une taille minimale de 10 emplois, connaissent une croissance de leurs effectifs supérieure à 10% en moyenne annuelle sur une période de trois ans. Toutefois, si la croissance du nombre d'emplois est due à des fusions ou des reprises, l'entreprise en question n'est pas considérée comme une entreprise à forte croissance, à moins qu'elle ait dépassé le seuil de 10% même après avoir pris en compte l'impact de ces fusions ou reprises en termes d'emplois. La méthodologie harmonisée exclut les créations «ex nihilo» lors de la première année d'observation de la croissance.

Gazelles

Les gazelles sont un sous-ensemble des entreprises à forte croissance. Il s'agit de toutes les **entreprises à forte croissance qui ont moins de 5 ans d'existence.** Par conséquent, les gazelles se limitent aux nouvelles entreprises créées «ex nihilo», avec au moins 10 emplois au début de la période d'observation ou le cas échéant à celles dont l'emploi a crû immédiatement pour atteindre ce seuil au bout d'une ou deux années. Concrètement, vu que la méthodologie harmonisée exclut les créations lors de la première année d'observation de la croissance ($t-3$), les gazelles doivent avoir vu le jour en $t-4$ ou $t-5$.

3 Evolution des indicateurs UDEMO sur la période 2013-2021

Après le fléchissement observé en 2020, année marquée par l'avènement de la pandémie de Covid-19, le nombre d'entreprises actives et d'emplois est à nouveau réparti à la hausse. En 2021, l'économie Suisse a compté 574 258 entreprises actives et 4 486 354 emplois, soit une augmentation de respectivement 1,7% et 1,3% par rapport à l'année précédente.

Longtemps stable autour des 40 000 unités, le nombre de nouvelles entreprises indique un dynamisme accru depuis 2019, année au cours de laquelle 42 606 entreprises ont vu le jour. L'année suivante, 2020, est marquée par une baisse de quelques 2500 unités, mais le nombre de nouvelles créations est resté relativement élevé malgré les difficultés liées à la crise sanitaire. En 2021, 43 037 entreprises ont été créées «ex nihilo» en Suisse: il s'agit d'un chiffre record. Quant aux cessations d'activité, à part une légère baisse en 2016, la croissance de leur nombre a été régulière jusqu'en 2017. L'année 2018 marque une inversion de tendance avec un recul de -3,3% par rapport à l'année précédente. Cette baisse du nombre de fermetures d'entreprises est un résultat positif, mais elle n'a toutefois pas pu être confirmée en 2019, puisque le nombre de cessations a fortement progressé (+11,2%), dépassant pour la première fois la barre des 40 000 sociétés définitivement fermées. Toutefois, malgré la forte hausse de leur nombre, les cessations d'entreprises ont été plus que compensées par le nombre de nouvelles entreprises. Le solde positif entre créations «ex nihilo» et disparitions définitives d'entreprises a d'ailleurs été une caractéristique constante tout au long de la période de 2013 à 2019, pour laquelle les données sur les cessations sont disponibles. Cela est également valable pour les emplois associés à ces deux événements démographiques.

Sur la période de 2013 à 2021, la part des nouvelles entreprises dans le nombre total d'entreprises actives a varié entre 7,1% et 7,8%. Avec un taux de 7,5%, le résultat de 2021 est identique à celui de 2015 et de 2019 et inférieur uniquement à celui de 2014. Le taux de cessation, qui est la part des cessations définitives d'entreprises dans le total des entreprises actives, a été particulièrement bas lors de la première année d'observation en 2013 (6,2%). Il a ensuite oscillé entre 6,5% et 6,7% entre 2014 et 2018, avant d'atteindre un taux record en 2019, lorsque 7,1% des entreprises actives ont définitivement mis la clé sous le paillason. Du point de vue des emplois, les parts relatives des nouvelles places de travail générées par les créations «ex nihilo» et des emplois disparus suite aux cessations d'activités par rapport au total des emplois de la population des entreprises actives se sont révélées relativement faibles et particulièrement constantes (entre 1,2% et 1,3% pour les créations et entre 1,1% et 1,2% pour les cessations).

Le nombre d'entreprises à forte croissance a baissé régulièrement entre 2014 et 2016, année pendant laquelle on a touché le minimum historique de 4094 sociétés de ce type. Cette phase de baisse a ensuite été suivie par une phase d'augmentation jusqu'en 2019, qui reste l'année la plus prolifique avec 4803 entreprises à forte croissance. Il s'en suit une nouvelle baisse en 2020, puis une légère progression en 2021, pour finalement se situer à 4398 unités. La part des entreprises à forte croissance sur le total des entreprises actives d'au moins 10 emplois a atteint 7,2% en

2021. Tout au long de la période d'observation, cette part relative a varié entre 6,8% et 7,8%. En termes de places de travail, on observe une augmentation constante du nombre d'emplois dans les entreprises à forte croissance sur la période de 2015 à 2019, mais surtout également une hausse constante du nombre d'emplois générés par ces entreprises sur une période d'observation de 3 ans. Le solde entre l'année de départ et l'année d'arrivée a atteint +107 232 emplois en 2019. En 2020, par contre, tant le nombre d'emplois dans les entreprises à forte croissance (-17,8%) que le solde des emplois générés (+87 780) ont chuté. On peut supposer que la crise sanitaire a eu un impact sur la création d'emplois dans les entreprises existantes. La croissance a repris en 2021 avec respectivement 241 331 emplois localisés dans une entreprise à forte croissance et 98 482 emplois générés. Bien que plus bas que ceux des deux années pré-pandémiques, ces deux niveaux sont toutefois plus hauts que ceux de la période de 2014 à 2017. La part des emplois des entreprises à forte croissance dans les emplois totaux a été particulièrement élevée en 2018 et 2019 (respectivement 5,8% et 6,0%), tandis que les autres années elle s'est située entre 4,7% (2015) et 5,4% (2021).

La série de données sur les gazelles est plus récente et se compose de quatre observations. Leur nombre est faible. En 2021, 218 entreprises à forte croissance, soit une sur vingt, ont été identifiées comme des gazelles. Le pourcentage de gazelles par rapport au nombre total d'entreprises à forte croissance est stable dans le temps (environ 5%).

4 Créations «ex nihilo» d'entreprises

Record de créations d'entreprises

En 2021, 43 037 entreprises ont été créées «ex nihilo». Elles ont permis de générer 59 559 emplois. Ces chiffres, en progression de respectivement 7,1% et 5,6% par rapport à 2020, constituent un record absolu depuis l'introduction de la statistique. Comme dans les années précédentes, la grande majorité des nouvelles entreprises (87,0%) et des emplois (84,9%) a été créée dans le secteur tertiaire. Ce résultat n'est pas surprenant au vu de la forte tertiarisation de l'économie et de la plus grande flexibilité du secteur des services par rapport aux activités industrielles. En effet, pour un entrepreneur qui souhaite lancer une société, les activités industrielles nécessitent des investissements en infrastructure et en ressources humaines généralement plus importants que les activités de services.

Au niveau des branches d'activités, les nouvelles entreprises se concentrent historiquement dans les «activités spécialisées et scientifiques»³ (21,1% du total en 2021), la «santé et action sociale» (12,1%) et le «commerce et réparations» (11,1%). En termes de création d'emplois, presque une place de travail sur cinq est générée dans les «activités spécialisées et scientifiques» (19,0% du total des emplois créés). Les autres branches qui ont dépassé le

³ À titre d'exemple, cette branche regroupe notamment les activités juridiques et comptables, les activités d'architecture et d'ingénierie, la publicité et les analyses de marché, et les activités de recherche-développement.

Créations d'entreprises et d'emplois par branche économique, en 2021

T 2

Branches économiques	Nouvelles entreprises	Emplois créés dans les nouvelles entreprises	Taille moyenne des nouvelles entreprises
Secteur secondaire	5 616	8 970	1,6
Industrie et énergies	2 072	2 984	1,4
Construction	3 544	5 986	1,7
Secteur tertiaire	37 421	50 589	1,4
Commerce et réparations	4 782	6 686	1,4
Transports et entreposage	1 013	1 455	1,4
Hébergement et restauration	1 365	2 901	2,1
Information et communication	2 755	3 918	1,4
Activités financières et assurances	1 335	2 055	1,5
Activités immobilières et de services	3 805	6 033	1,6
Activités spécialisées et scientifiques	9 073	11 324	1,2
Enseignement	2 136	2 552	1,2
Santé et action sociale	5 194	6 417	1,2
Arts et activités récréatives	2 022	2 786	1,4
Autres activités de services	3 941	4 462	1,1
Total	43 037	59 559	1,4

Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO) © OFS 2023

seuil de 10% sont le «commerce et réparations» (11,2%), la «santé et action sociale» (10,8%), la «construction» (10,1%) ainsi que les «activités immobilières et de services» (10,1%).

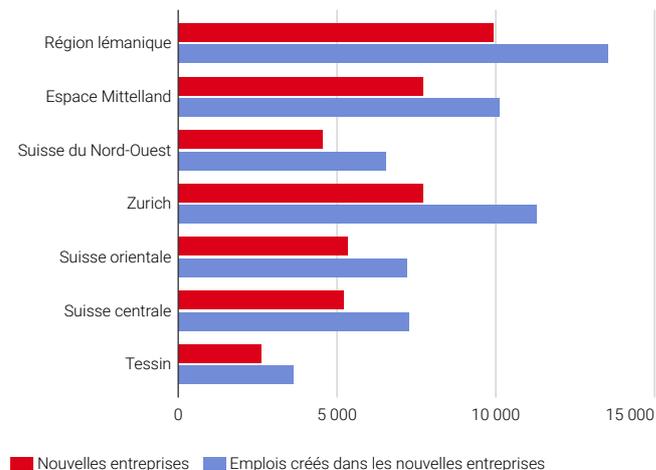
Tessin et Suisse centrale: les régions les plus performantes en termes de créations d'entreprises par 1000 habitants

Au niveau régional, la répartition des créations d'entreprises est influencée par des facteurs tels que la taille ou le poids économique des grandes régions. Dans ce sens, il n'est pas surprenant de constater par exemple que les trois grandes régions les plus peuplées du pays concentrent plus de la moitié des nouvelles entreprises et des nouveaux emplois: il s'agit de la Région lémanique (9934; 13 541), la grande région de Zurich (7716; 11 279) et l'Espace Mittelland (7697; 10 114). Afin d'atténuer le biais implicite de la taille inégale des régions, on peut toutefois recourir à l'indicateur du nombre d'entreprises nouvellement créées par 1000 habitants⁴. Sous cet angle, les grandes régions avec les valeurs absolues plus élevées ne sont pas nécessairement celles qui obtiennent les meilleurs scores. En effet, le Tessin et la Suisse centrale, dont le nombre de créations était parmi les plus faibles, affichent finalement les meilleurs résultats avec respectivement

⁴ Selon le critère de la population résidente permanente.

Créations d'entreprises et d'emplois par grande région, en 2021

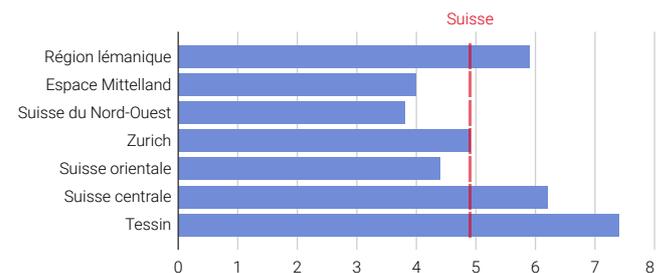
G 1



Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO) © OFS 2023

Nombre de créations «ex nihilo» d'entreprises par 1 000 habitants par grande région, en 2021

G 2



Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO) © OFS 2023

7,4 et 6,2 entreprises créées pour 1000 habitants. La région dans laquelle le nombre de nouvelles entreprises par 1000 habitants est le plus faible est la Suisse du Nord-ouest (3,8). L'Espace Mittelland (4,0), qui est la grande région avec le plus d'habitants, se caractérise également par un score bien inférieur à la valeur suisse (4,9).

Taux de création: dynamiques constantes depuis 2015

Les 43 037 entreprises créées «ex nihilo» en Suisse en 2021 représentent 7,5% de toutes les entreprises actives au cours de l'année. Les branches du secteur tertiaire affichent généralement des taux de création supérieurs (7,8% pour l'ensemble du secteur) par rapport à celles du secondaire (6,0%), ce qui confirme le dynamisme du secteur des services déjà mis en évidence par l'analyse du nombre absolu de nouvelles entreprises.

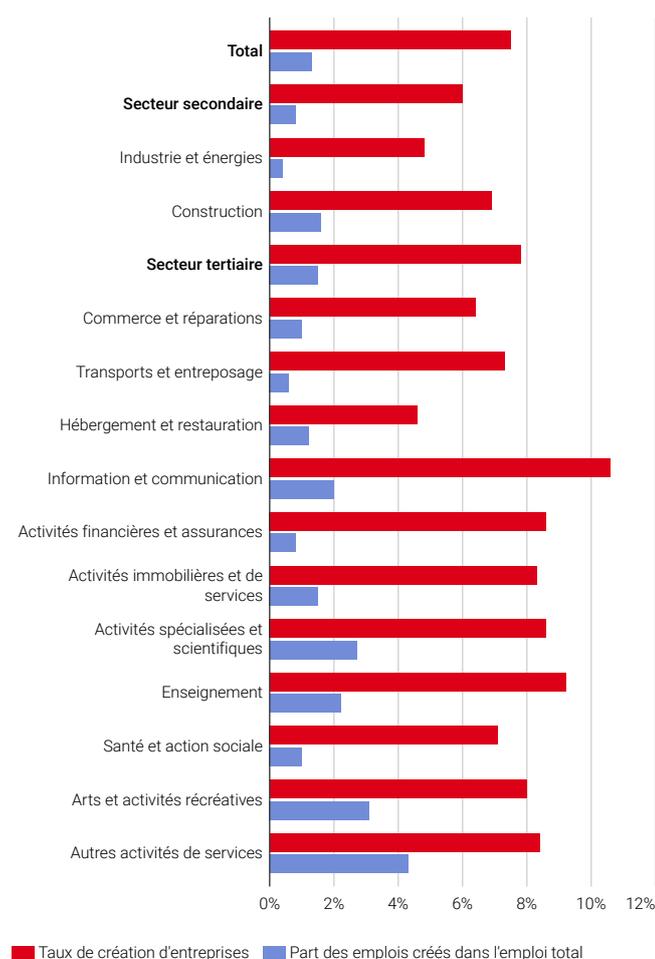
Au niveau des branches, le taux de création a été le plus élevé dans l'«information et communication» (10,6%) et l'«enseignement» (9,2%). Ces deux branches occupent les deux premières places du classement depuis 2015. À l'inverse, l'«hébergement

et restauration» se caractérise par le taux le plus bas (4,6%). Le faible taux de création dans cette branche, qui est un phénomène constant depuis l'existence de la série statistique, est probablement lié au fait qu'il s'agit d'une activité où d'autres formes de constitution d'une société (par exemple la reprise d'activités existantes) sont davantage la coutume que la création «ex nihilo». Les deux branches qui constituent le secteur secondaire affichent des taux de création inférieurs à la valeur suisse, notamment l'«industrie et énergies» (4,8%), qui obtient le deuxième moins bon résultat toutes branches confondues.

La part de l'emploi des nouvelles entreprises est traditionnellement très faible et ne bouge pratiquement pas d'une année à l'autre. En 2021, les nouveaux emplois générés ont représenté 1,3% de l'emploi total de la population des entreprises actives. Comme pour les unités, le taux pour l'emploi du secteur tertiaire (1,5%) a été supérieur à celui du secteur secondaire (0,8%). Les branches dans lesquelles les créations d'entreprises ont le plus contribué à l'emploi se trouvent toutes dans les services,

Taux de création d'entreprises¹ et part des emplois créés par branche économique, en 2021

G 3



¹ part des nouvelles entreprises «ex nihilo» dans le total des entreprises actives

Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO)

© OFS 2023

notamment les branches «autres activités de services»⁵ (4,3%), «arts et activités récréatives» (3,1%) et «activités spécialisées et scientifiques» (2,7%), qui sont largement au-dessus de la valeur suisse. À l'inverse, l'importance relative des emplois générés par les nouvelles entreprises était la plus faible dans les branches de l'«industrie et énergies» (0,4%), des «transports et entreposage» (0,6%) et des «activités financières et assurances» (0,8%).

5 Cessations d'entreprises

Boom de cessations d'entreprises en 2019

En Suisse, 40 238 entreprises ont définitivement cessé leur activité en 2019⁶, provoquant la disparition de 53 784 emplois. Ces chiffres reflètent une progression importante de respectivement 11,2% et 7,2% par rapport à l'année précédente. Pour la première fois, le nombre de cessations dépasse les 40 000 unités. Conséquemment, le nombre d'emplois perdus n'a jamais été aussi important. Malgré ces valeurs record, le nombre de disparitions définitives reste inférieur au nombre de créations «ex nihilo» d'entreprises et d'emplois en 2019 (42 606; 57 067). Il est d'ailleurs intéressant de constater que, sur toute la période pour laquelle les chiffres sur les cessations sont disponibles, le solde entre créations et cessations est toujours positif, tant pour les entreprises que pour les emplois.

En 2019, 86,4% des entreprises qui cessent leur activité et 82,8% des emplois disparus proviennent du secteur tertiaire. Ces pourcentages élevés peuvent s'expliquer par les éléments mis en avant dans le chapitre sur les nouvelles entreprises (tertiarisation de l'économie, davantage de flexibilité par rapport au secondaire, etc.). Comme les années précédentes, les branches les plus touchées ont été les «activités spécialisées et scientifiques» (8108 cessations; 9570 emplois disparus) et le «commerce et réparations» (5228; 7186). Inversement, c'est dans les «activités financières et assurances» (1211; 1588) et les «transports et entreposage» (1364; 1807) que le nombre de cessations et de disparitions d'emplois a été le plus faible.

⁵ Cette branche regroupe notamment les activités suivantes: activités des organisations associatives, économiques, patronales et professionnelles; réparation d'ordinateurs et d'équipements de communication; réparation de biens personnels et domestiques comme par exemple appareils électroménagers, équipement pour la maison et le jardin, articles d'horlogerie et de bijouterie, chaussures et articles en cuir; services personnels tels que blanchisserie, instituts de beauté, salons de coiffure, saunas, solariums ou services funéraires.

⁶ Pour mémoire, les chiffres sur les cessations d'entreprises portent sur l'année 2019 à cause du délai de deux ans qui est observé pour voir si une unité est réactivée ou non (cf. encadré plus haut).

Cessations d'entreprises et disparitions d'emplois par branche économique, en 2019

T3

Branches économiques	Cessations d'entreprises	Emplois disparus suite aux cessations d'entreprises	Taille moyenne des entreprises fermées
Secteur secondaire	5 471	9 256	1,7
Industrie et énergies	2 261	3 572	1,6
Construction	3 210	5 684	1,8
Secteur tertiaire	34 767	44 528	1,3
Commerce et réparations	5 228	7 186	1,4
Transports et entreposage	1 364	1 807	1,3
Hébergement et restauration	1 801	3 205	1,8
Information et communication	2 103	2 722	1,3
Activités financières et assurances	1 211	1 588	1,3
Activités immobilières et de services	3 169	4 342	1,4
Activités spécialisées et scientifiques	8 108	9 570	1,2
Enseignement	1 995	2 247	1,1
Santé et action sociale	4 085	5 088	1,2
Arts et activités récréatives	2 341	2 997	1,3
Autres activités de services	3 362	3 776	1,1
Total	40 238	53 784	1,3

Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEM0)

© OFS 2023

L'Espace Mittelland et la Suisse du Nord-Ouest proportionnellement plus robustes

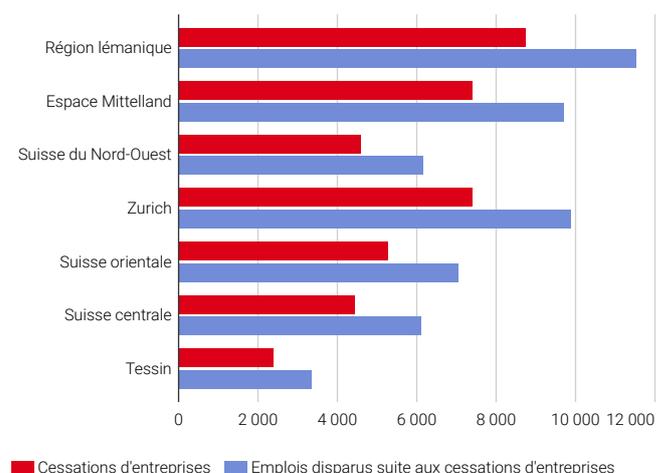
Les régions qui ont connu le plus de cessations d'entreprises et de disparitions d'emplois en 2019 sont la Région lémanique (8748; 11 530) et Zurich (7402; 9880). Comme pour les nouvelles entreprises, il est toutefois plus pertinent de mettre ces chiffres en relation avec ceux de la population résidente permanente. Il convient de noter ici qu'un nombre faible de cessations par 1000 habitants indique un résultat «positif», tandis qu'un nombre élevé de cessations par 1000 habitants indique une performance moins bonne. On constate ainsi que l'Espace Mittelland et la Suisse du Nord-Ouest sont les régions où le nombre de cessations par 1000 habitants est le plus faible (3,9), tandis que le Tessin et la Suisse centrale affichent le moins bon résultat avec respectivement 6,8 et 5,4 entreprises disparues pour 1000 habitants.

Une conclusion saute immédiatement aux yeux lors de la comparaison de ces valeurs avec celles du nombre de créations par 1000 habitants⁷ (cf. chapitre 4): les deux indicateurs vont dans la même direction; ils sont soit les deux élevés, soit les deux faibles. Autrement dit, plus une région est dynamique avec une valeur élevée du nombre de créations par 1000 habitants, moins elle est performante en termes de cessations avec également une valeur élevée du nombre de cessations par 1000 habitants. Ce résultat, à première vue surprenant, s'explique par le fait qu'à l'intérieur de chaque région, le nombre absolu de créations et de cessations est relativement proche.

⁷ Même si les données sur les créations et les cessations d'entreprises ne se réfèrent pas à la même année de référence, une comparaison des valeurs peut toutefois faire sens au niveau des régions dans la mesure où leur poids dans les statistiques structurelles reste relativement stable dans le temps.

Cessations d'entreprises et disparitions d'emplois par grande région, en 2019

G4

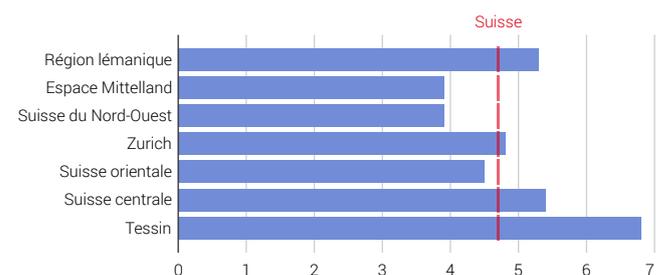


Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEM0)

© OFS 2023

Nombre de cessations définitives d'entreprises par 1 000 habitants par grande région, en 2019

G5



Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEM0)

© OFS 2023

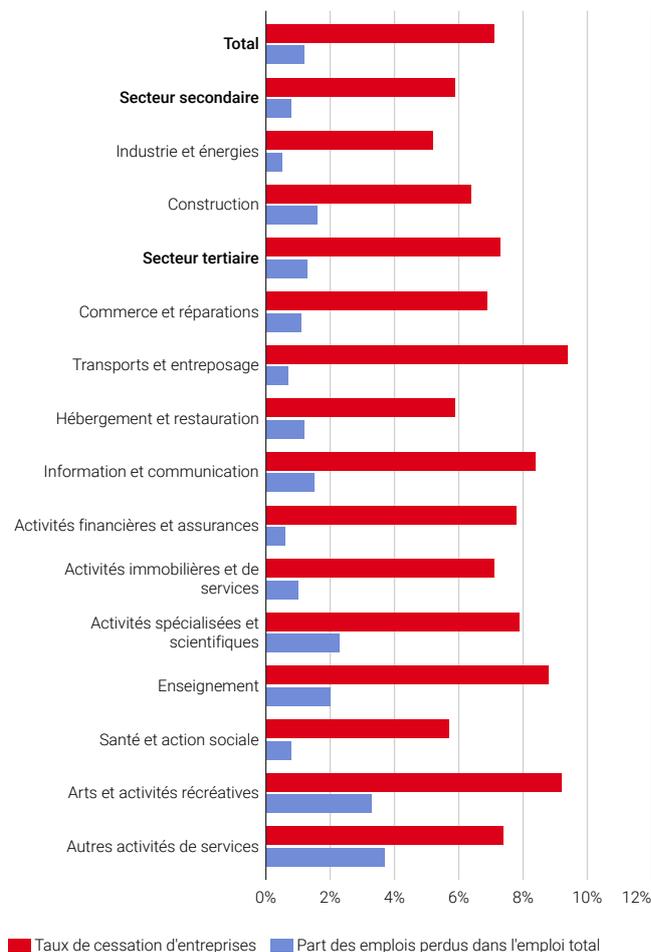
Presqu'une entreprise sur dix contrainte de mettre la clé sous la porte dans la branche «transports et entreposage»

En 2019, 40 238 entreprises ont été contraintes de mettre la clé sous la porte, ce qui correspond à 7,1% des entreprises actives au cours de cette année. Au niveau sectoriel, le taux a été supérieur dans le tertiaire (7,3%) par rapport au secondaire (5,9%). La branche «transports et entreposage» a présenté le taux de cessation le plus élevé (9,4%). Il s'agit de la première fois que cette branche se démarque avec un résultat aussi significatif. Toutefois, à part quelques rares exceptions, le taux de cessation a tendance à rester stable dans le temps, c.-à-d. toujours élevé respectivement faible pour une même branche. Les autres branches avec un taux de cessation élevé sont les «arts et activités récréatives» (9,2%) et l'«enseignement» (8,8%). Inversement, le «meilleur» résultat a été réalisé comme l'année précédente par la branche «industrie et énergies», où la part des entreprises ayant définitivement fermé leurs portes a atteint seulement 5,2%. En définitive, la corrélation entre ouvertures et cessations d'entreprises est presque toujours valable en termes de parts relatives sur le nombre total, si bien que les branches avec un taux de création élevé ont également tendance à connaître un taux de cessation important.

En 2019, les cessations définitives d'activité ont provoqué la disparition de 53 784 emplois. Équivalent à 1,2% du total des emplois des entreprises actives au cours de l'année, la quote-part des emplois disparus conserve un lien fort avec celle des emplois générés par les nouvelles entreprises. Ces deux indicateurs se situent généralement dans la même fourchette et s'inscrivent dans des dynamiques similaires: si l'un de ces deux taux est bas, alors l'autre le sera aussi, et vice-versa. Ainsi, comme pour les taux de création d'emplois, on retrouve les branches «autres activités de services» (3,7%), «arts et activités récréatives» (3,3%) et «activités spécialisées et scientifiques» (2,3%) avec les plus hauts taux de disparitions d'emplois entraînés par les cessations d'entreprises. De même, l'«industrie et énergies» (0,5%), les «activités financières et assurances» (0,6%) ainsi que les «transports et entreposage» (0,7%) sont les branches qui ont la plus faible part d'emplois disparus. La branche des «transports et entreposage» mérite une remarque supplémentaire, car elle compte un nombre relativement petit d'entreprises, mais avec une taille moyenne très élevée. L'augmentation du nombre de disparitions d'entreprises dans cette branche par rapport à l'année précédente a donc eu un impact significatif sur le taux de cessation, tandis que la hausse des emplois perdus a eu moins de répercussions au vu de la taille de la branche.

Taux de cessation d'entreprises¹ et part des emplois perdus par branche économique, en 2019

G 6



¹ part des cessations définitives d'entreprises dans le total des entreprises actives

Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO)

© OFS 2023

6 Taux de survie des nouvelles entreprises

Cinq ans après leur création, environ la moitié des nouvelles entreprises a disparu

Au niveau suisse, les taux de survie sont relativement similaires pour toutes les cohortes de nouvelles entreprises. Après un an, plus de quatre entreprises sur cinq sont toujours actives. Le passage du cap de la première année de vie n'est pas pour autant une garantie de succès. Après 2 et 3 ans, les taux de survie se situent en effet autour de respectivement 70% et 60%. La lutte pour la survie continue à plus long terme. On constate qu'après 5 ans, environ une entreprise sur deux a disparu. Avec un taux de survie de 50,1%, la cohorte 2016 est la seule où le nombre d'entreprises encore en activité dépasse celui des entreprises disparues. Pour les trois autres cohortes pour lesquelles des données sont disponibles, le taux est légèrement inférieur à 50%.

Les entreprises dans le domaine de la «santé et action sociale» championnes de la survie

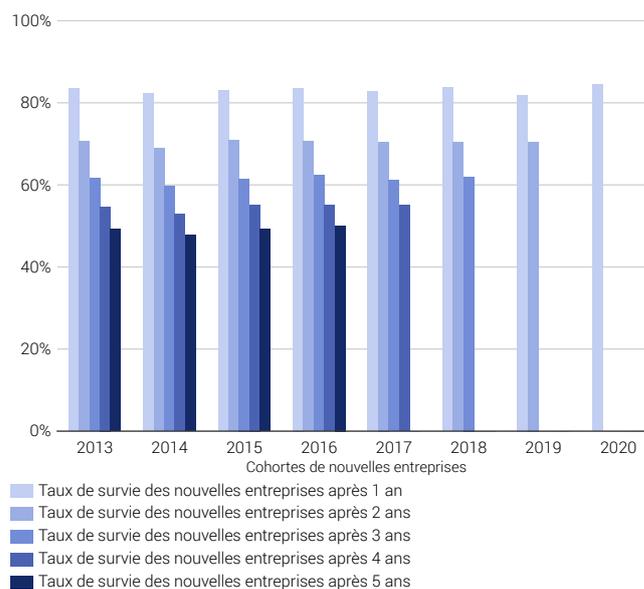
Les taux de survie varient énormément en fonction de l'activité économique exercée par les entreprises. Si l'on prend en considération les taux de survie en 2021 des différentes cohortes de nouvelles entreprises étudiées, la branche «santé et action sociale» se démarque avec des taux très élevés et affiche toujours et de loin le meilleur résultat. À titre d'exemple, 62,1% des entreprises créées en 2016 étaient encore actives en 2021, alors qu'au niveau national uniquement une entreprise sur deux avait survécu. Pour cette branche, toutes les autres cohortes présentent également des valeurs bien au-dessus de la valeur nationale (1 an: 88,2%; 2 ans: 77,6%; 3 ans: 71,5%; 4 ans: 66,6%). La robustesse des entreprises actives dans la «santé et action sociale» n'est absolument pas un phénomène propre à l'année 2021, vu qu'on retrouve la même configuration pour toutes les autres années de survie observées.

La «construction» est particulièrement résistante en termes de survie à court terme. Les taux de survie après 1, 2 et 3 ans (86,5%; 74,4%; 65,0%) représentent le deuxième meilleur score toutes branches confondues. À partir de la survie à 4 ans, les taux s'alignent sur la valeur nationale.

Parmi les autres branches, certaines affichent systématiquement des taux relativement élevés, comme par exemple les «activités spécialisées et scientifiques» et l'«industrie et énergies», tandis que d'autres connaissent des résultats plus ou moins bons selon les années de naissances. C'est par exemple le cas de l'«enseignement», dont le taux de survie après 1 an est un des plus bas (82,9%), mais qui présente le taux le plus élevé après la «santé et action sociale» lors de la cinquième année de survie (51,2%).

Taux de survie des nouvelles entreprises après 1, 2, 3, 4 et 5 ans

G7



Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO)

© OFS 2023

Taux de survie des nouvelles entreprises par branche économique, en 2021, en %

T4

Branches économiques	Après 1 an (cohorte 2020)	Après 2 ans (cohorte 2019)	Après 3 ans (cohorte 2018)	Après 4 ans (cohorte 2017)	Après 5 ans (cohorte 2016)
Secteur secondaire	85,7	73,1	65,0	55,0	50,0
Industrie et énergies	84,4	70,8	64,9	56,1	50,0
Construction	86,5	74,4	65,0	54,4	50,0
Secteur tertiaire	84,1	70,1	61,5	55,1	50,1
Commerce et réparations	80,7	67,8	56,5	47,8	44,8
Transports et entreposage	83,4	64,9	57,3	50,3	48,4
Hébergement et restauration	80,8	58,7	49,9	44,7	38,0
Information et communication	83,3	68,6	58,2	53,8	46,5
Activités financières et assurances	84,8	70,8	59,1	52,3	46,9
Activités immobilières et de services	84,2	69,9	63,4	56,4	50,8
Activités spécialisées et scientifiques	85,3	71,0	62,3	55,3	50,5
Enseignement	82,9	68,9	62,3	55,1	51,2
Santé et action sociale	88,2	77,6	71,5	66,6	62,1
Arts et activités récréatives	80,4	64,3	56,5	52,0	46,8
Autres activités de services	84,7	71,8	62,6	55,7	49,4
Total	84,4	70,5	62,0	55,1	50,1

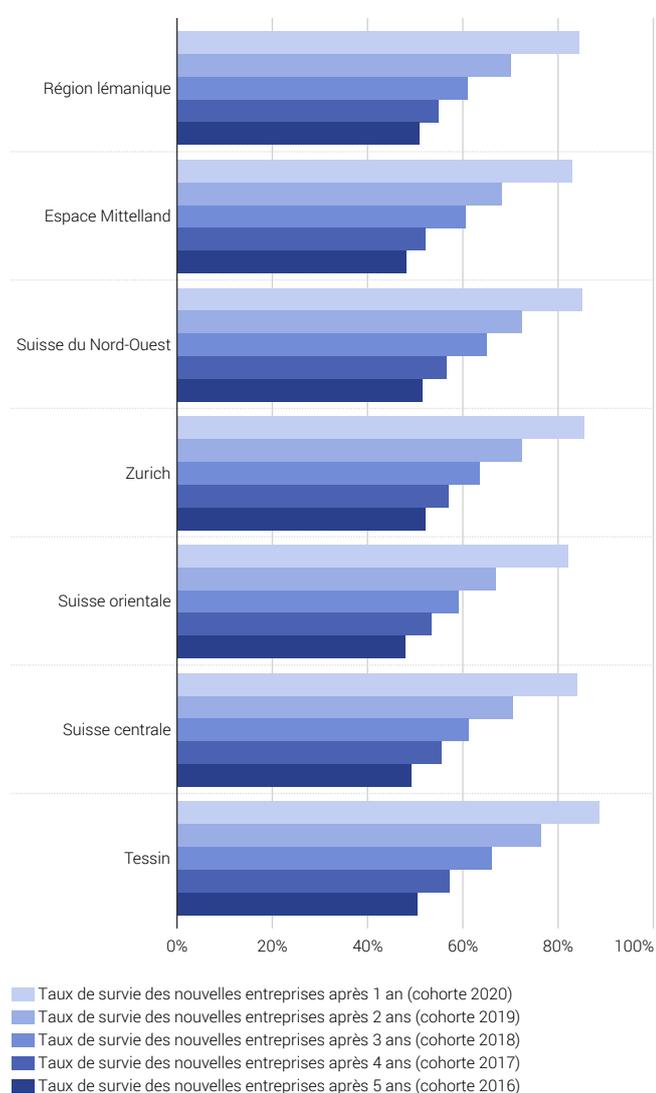
Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO)

© OFS 2023

La branche dans laquelle les nouvelles entreprises sont les plus fragiles est l'«hébergement et restauration». En effet, à l'exception de la survie après 1 an, le taux de survie est toujours le plus bas. Dans ce secteur d'activité, la moitié des entreprises avait disparu après 3 ans déjà. Après 5 ans, seules 38,0% des entreprises nouvellement créées en 2016 exerçaient encore leur activité. Il est à noter que cette branche affiche historiquement des taux de survie très faibles, quelle que soit la cohorte considérée, et les résultats de 2021 ne s'expliquent donc pas forcément en raison des difficultés connues par le secteur suite à la pandémie de Covid-19.

Taux de survie des nouvelles entreprises par grande région, en 2021

G8



Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO)

© OFS 2023

Des taux de survie supérieurs à la valeur nationale au Tessin, à Zurich et dans la Suisse du Nord-Ouest

Comme pour les branches économiques, les taux de survie varient entre les différentes grandes régions. Les résultats de la survie en 2021 confirment ceux de 2020. Le Tessin, Zurich et la Suisse du Nord-Ouest présentent des taux de survie supérieurs à la valeur nationale pour toutes les cohortes observées. Le Tessin est chef de file pour la survie après 1 an (88,6%), 2 ans (76,4%), 3 ans (66,1%) et 4 ans (57,3%), tandis que la grande région de Zurich a le taux de survie le plus haut après 5 ans (52,2%). De l'autre côté de l'échelle, on retrouve notamment l'Espace Mittelland et la Suisse orientale. Dans ces deux grandes régions, les cinq taux analysés ne dépassent jamais la valeur suisse.

7 Entreprises à forte croissance et gazelles

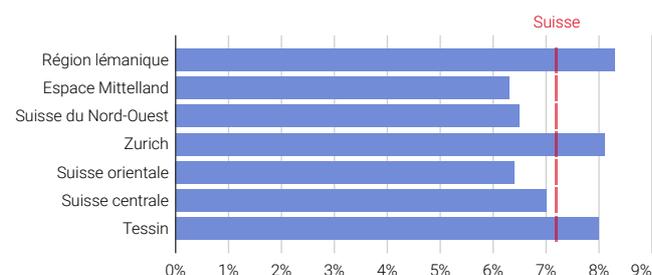
«Information et communication», une branche à haut potentiel de croissance

En 2021, la Suisse a comptabilisé 4398 sociétés considérées comme des entreprises à forte croissance, soit une légère augmentation par rapport à l'année précédente (+1,9%). Ces firmes particulièrement dynamiques, dont les trois quarts sont actives dans le secteur tertiaire, ont représenté 7,2% de la totalité des entreprises avec au moins 10 emplois. Depuis le début des observations, les meilleures performances du secteur tertiaire en matière d'entreprises à forte croissance sont une caractéristique constante. Pour l'année 2021, le secteur tertiaire affichait un écart positif de 2,0 points de pourcentage par rapport au secteur secondaire.

Le taux d'entreprises à forte croissance varie énormément d'une branche à une autre. Dans le domaine de l'«information et communication», 13,4% des entreprises sont à forte croissance. Les «activités immobilières et de services» (9,3%) ainsi que les «activités spécialisées et scientifiques» (9,0%), ont également connu un taux élevé d'entreprises à forte croissance. Inversement, c'est dans les branches «hébergement et restauration» (4,0%) et «industrie et énergies» (5,1%) que ce ratio a été le plus faible.

Taux d'entreprises à forte croissance sur la période de 2018 à 2021 par grande région

G9



Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO)

© OFS 2023

Entreprises à forte croissance et emplois par branche économique, 2018 à 2021

T5

Branches économiques	Entreprises actives en 2021 avec au moins 10 emplois	Entreprises à forte croissance 2018 à 2021	Emplois 2018 ¹	Emplois 2021 ¹	Taux d'entreprises à forte croissance (en %) ²	Croissance moyenne annualisée de l'emploi 2018 à 2021 (en %)
Secteur secondaire	17 724	1 033	29 515	45 530	5,8	15,5
Industrie et énergies	9 891	507	18 544	28 348	5,1	15,2
Construction	7 833	526	10 971	17 182	6,7	16,1
Secteur tertiaire	43 416	3 365	113 334	195 801	7,8	20,0
Commerce et réparations	9 385	586	19 579	31 549	6,2	17,2
Transports et entreposage	2 163	180	5 755	9 947	8,3	20,0
Hébergement et restauration	5 200	206	4 273	7 161	4,0	18,8
Information et communication	2 710	363	14 769	24 850	13,4	18,9
Activités financières et assurances	2 162	166	4 625	7 728	7,7	18,7
Activités immobilières et de services	4 775	442	27 668	52 129	9,3	23,5
Activités spécialisées et scientifiques	7 018	633	16 401	27 883	9,0	19,4
Enseignement	1 694	140	3 186	5 280	8,3	18,3
Santé et action sociale	5 939	456	12 419	21 521	7,7	20,1
Arts et activités récréatives	1 378	119	2 928	4 748	8,6	17,5
Autres activités de services	992	74	1 731	3 005	7,5	20,2
Total	61 140	4 398	142 849	241 331	7,2	19,1

¹ nombre d'emplois moyens au cours de la période d'activité dans les entreprises à forte croissance

² nombre d'entreprises à forte croissance sur le nombre total d'entreprises actives avec au moins 10 emplois

Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO)

© OFS 2023

Le contraste est également marqué au niveau des régions avec toutefois des écarts moins prononcés par rapport à la valeur suisse. La Région lémanique, avec un taux de 8,3%, a affiché le meilleur résultat en 2021. Zurich (8,1%) et le Tessin (8,0%) ont également un taux supérieur à la valeur nationale. La valeur la plus basse a été observée dans l'Espace Mittelland (6,3%).

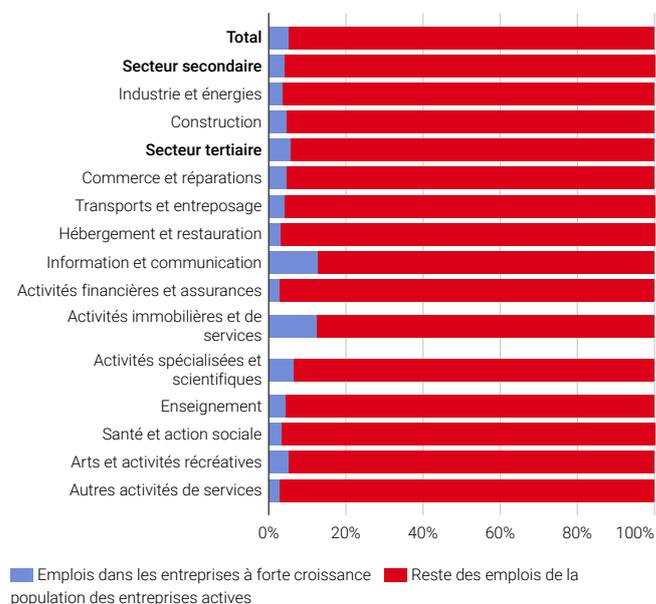
Les entreprises à forte croissance ont généré presque 100 000 emplois

En 2021, le nombre d'emplois dans les entreprises à forte croissance a atteint 241 331, soit 5,4% de l'emploi total de la population des entreprises actives⁸. Cette part des emplois des entreprises à forte croissance fluctue fortement entre les différentes branches économiques. Dans l'«information et communication», ce sont 12,8% des emplois qui peuvent être associés à une entreprise à forte croissance. La branche «activités immobilières et de services» se démarque aussi par une part similaire (12,6%). Inversement, les entreprises à forte croissance n'ont regroupé que 2,9% des emplois des branches «autres activités de services» et «activités financières et assurances».

⁸ Contrairement au taux d'entreprises à forte croissance qui est calculé sur la base d'une population restreinte, composée du nombre d'entreprises actives avec au moins 10 emplois, le nombre de places de travail dans les entreprises à forte croissance est mis en relation avec les emplois totaux de l'ensemble de la population des entreprises actives, afin de refléter le poids de cette catégorie d'entreprises dans l'économie totale.

Part des emplois des entreprises à forte croissance par branche économique, en 2021

G10



Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO)

© OFS 2023

De 2018 à 2021, les entreprises à forte croissance ont généré 98 482 emplois (cf. Tableau T5). Cela représente une croissance moyenne annualisée de 19,1% sur la période. Ce résultat contraste avec celui de 2020, lorsque les entreprises à forte croissance avaient généré pour la première fois depuis 2015 un niveau d'emplois inférieur à celui de l'année précédente.

5% des entreprises à forte croissance considérées comme des «gazelles»

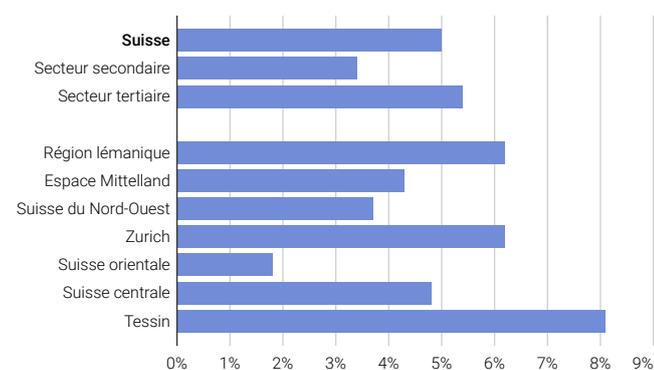
La méthodologie harmonisée sur les statistiques démographiques des entreprises préconise de faire ressortir, parmi les entreprises à forte croissance, un sous-ensemble constitué de «gazelles». Il s'agit de toutes les entreprises à forte croissance, dont l'année de création «ex nihilo» remonte à moins de 5 ans.

Sur les 4398 entreprises à forte croissance recensées en Suisse en 2021, 218 ont pu être identifiées comme des gazelles. Ce chiffre est stable par rapport à celui de 2020 (+6 unités) et correspond à 5,0% du nombre total d'entreprises à forte croissance. Le nombre de gazelles est relativement faible car – par définition – ce type de société à croissance très rapide doit avoir au moins 10 emplois au début de la période des 3 ans d'observation. Ainsi, pour être considérée comme gazelle, une entreprise doit être créée «ex nihilo» avec déjà 10 emplois ou le cas échéant croître immédiatement pour atteindre ce seuil au bout d'une ou deux années. Or, dans la réalité, ces deux constellations sont plutôt rares.

En 2021, plus de quatre gazelles sur cinq ont été enregistrées dans le secteur tertiaire, où le pourcentage de gazelles sur le total des entreprises à forte croissance a atteint 5,4% (contre 3,4% dans le secondaire). Au niveau régional, Zurich est la grande région comptant le plus de gazelles (57), suivie juste derrière par la Région lémanique avec 55 gazelles. Toutefois, en terme relatif, c'est le Tessin qui détient le record du plus haut taux de gazelles de Suisse (8,1%). À l'inverse, les gazelles n'ont représenté que 1,8% des entreprises à forte croissance dans la Suisse orientale.

Part des gazelles dans les entreprises à forte croissance par secteur économique et par grande région, en 2021

G11



Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO)

© OFS 2023

8 Comparaison internationale des données de la démographie des entreprises

Le tableau T6 présente une comparaison internationale des principales données de la démographie des entreprises⁹ pour l'année 2020 (2018 pour les cessations d'entreprises)¹⁰. Les données provenant de l'Office statistique de l'Union européenne (Eurostat), l'analyse se concentre uniquement sur les pays européens pour lesquels une quantité suffisante d'observations est disponible.

La Suisse affiche des taux de création et de cessation relativement bas

En 2020, les taux de création des nouvelles entreprises ont varié entre 4,7% pour la Grèce et 18,0% pour la Lituanie. Avec un taux de 7,1%, la Suisse a affiché un des taux les plus bas du continent. Toutefois, la comparaison avec les pays frontaliers montre que l'Allemagne (7,0%), l'Italie (6,8%) et l'Autriche (5,7%) ont eu des taux inférieurs, tandis que la France, avec un taux de création de 11,1%, a été nettement plus dynamique.

En Suisse, la part de l'emploi des nouvelles entreprises est traditionnellement très faible. En 2020, les nouveaux emplois générés ont représenté 1,3% de l'emploi total de la population des entreprises actives, exactement comme en Autriche. Au niveau européen, uniquement la Norvège et l'Allemagne ont affiché un taux inférieur (1,2%). Deux de nos principaux partenaires ont eu un taux supérieur (France: 3,6%; Italie: 2,1%). Le leader du classement est la Turquie, où 5,0% des emplois totaux se trouvaient dans des nouvelles entreprises.

En général, on constate, dans la plupart des pays, une certaine corrélation entre le taux de création et le taux de cessation d'entreprises, c.-à-d. que les pays qui créent comparativement moins d'entreprises ont tendance à connaître moins de cessations. Pour ce dernier indicateur, la Suisse se place relativement bien en comparaison européenne. En effet, elle affiche régulièrement des taux de cessation parmi les plus bas du continent. Par contre, si l'on considère uniquement les pays frontaliers, le taux de cessation suisse (6,5% en 2018) a été supérieur à celui enregistré en Italie (5,7%), Autriche (4,9%) et France (4,7%), tandis que l'Allemagne se caractérise par un taux plus élevé (8,6%). Les disparitions d'entreprises ont toutefois moins d'impact sur l'emploi total en Suisse par rapport aux pays voisins. Les emplois disparus suite à des cessations d'entreprises ont représenté 1,1% des emplois totaux, alors que ce taux a été de 1,8% par exemple en Italie.

⁹ Vu la taille différente des pays, la comparaison porte sur les taux présentés dans cette publication.

¹⁰ Au moment de la rédaction du présent document, seules les données 2020 (2018 pour les cessations d'entreprises) étaient disponibles auprès de l'Office statistique de l'Union européenne. Seules ces années sont par conséquent examinées dans ce chapitre. La pertinence de l'analyse est élevée dans la mesure où les taux évoluent peu d'une année à l'autre. En ce sens, 2020 représente une «ancrage» intéressante.

Comparaison internationale des principales données de la démographie des entreprises, en 2020 et en 2018¹, en %

T6

	Nouvelles entreprises		Taux de survie des nouvelles entreprises en 2020					Entreprises à forte croissance et gazelles ²		Cessations d'entreprises	
	Taux de création d'entreprises, en 2020	Part des emplois créés dans l'emploi total, en 2020	Après 1 an (cohorte 2019)	Après 2 ans (cohorte 2018)	Après 3 ans (cohorte 2017)	Après 4 ans (cohorte 2016)	Après 5 ans (cohorte 2015)	Taux d'entreprises à forte croissance, en 2020	Part des gazelles dans les entreprises à forte croissance, en 2020	Taux de cessation d'entreprises, en 2018	Part des emplois perdus dans l'emploi total, en 2018
Allemagne	7,0	1,2	72,2	59,7	47,8	41,8	37,1	8,3	n.d.	8,6	1,3
Autriche	5,7	1,3	83,3	70,1	63,9	56,6	51,0	7,3	n.d.	4,9	1,2
Bulgarie	9,0	2,2	79,0	62,6	54,9	48,6	43,9	9,2	n.d.	11,4	3,3
Chypre	9,0	2,0	88,3	76,4	68,6	57,8	55,4	1,9	n.d.	4,8	0,9
Croatie	9,4	2,5	82,1	70,7	66,3	57,4	51,4	11,1	n.d.	7,9	1,9
Danemark	11,2	1,7	72,5	57,5	49,3	42,8	39,8	11,6	n.d.	10,1	1,0
Espagne	7,5	2,5	78,6	63,6	54,9	49,9	45,1	11,3	n.d.	8,0	3,1
Estonie	12,2	3,7	78,8	59,2	52,1	47,9	44,4	9,5	11,1	11,0	3,4
Finlande	9,0	1,7	82,2	71,0	65,2	56,7	48,8	12,5	n.d.	6,7	1,3
France	11,1	3,6	81,4	69,1	62,8	57,1	51,2	8,6	7,0	4,7	1,7
Grèce	4,7	2,5	92,6	89,9	84,9	77,8	54,1	n.d.	n.d.	3,0	1,1
Hongrie	10,9	3,0	96,0	67,2	61,2	53,9	46,4	10,4	23,9	6,6	2,0
Irlande	10,3	2,4	81,4	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	6,2	1,5
Italie	6,8	2,1	80,4	65,4	56,8	50,8	45,8	9,5	8,7	5,7	1,8
Lettonie	12,4	2,9	75,7	57,4	46,5	37,6	33,9	9,5	15,2	11,1	3,0
Lituanie	18,0	3,1	64,8	47,7	38,0	32,4	27,2	10,9	12,8	14,8	2,5
Luxembourg	7,8	1,3	87,5	75,2	68,9	60,6	56,1	11,6	9,0	6,8	1,1
Macédoine du Nord	7,8	2,3	84,0	70,3	56,3	51,7	50,6	11,7	n.d.	7,5	2,2
Malte	14,2	4,5	75,2	55,2	51,9	46,1	35,8	12,1	n.d.	10,9	3,2
Norvège	8,8	1,2	78,2	58,5	47,5	40,2	32,0	9,1	4,8	6,4	0,6
Pays-Bas	10,3	1,3	96,1	86,2	76,9	70,1	64,7	12,5	n.d.	5,4	0,5
Portugal	12,2	4,3	74,7	58,1	44,2	39,1	34,2	11,6	10,1	12,6	4,5
Roumanie	11,0	3,5	88,1	73,2	65,3	57,2	49,9	1,9	18,2	9,0	2,6
Slovaquie	10,4	3,7	84,7	70,6	60,5	55,0	48,8	8,6	11,7	8,5	3,6
Slovénie	9,6	2,5	84,2	70,8	61,5	53,4	50,5	11,0	n.d.	8,1	2,1
Suisse	7,1	1,3	81,9	70,3	61,2	55,1	49,2	7,0	4,5	6,5	1,1
Tchéquie	8,1	1,9	83,4	71,5	64,4	57,3	51,3	8,8	8,3	7,0	1,6
Turquie	14,6	5,0	80,7	64,0	53,0	45,9	39,3	12,3	16,0	11,4	4,3

¹ Toutes les données se réfèrent à l'année 2020, sauf celles sur les cessations d'entreprises, qui pour des raisons méthodologiques sont diffusées avec un décalage temporel.

² Eurostat publie des données sur les entreprises à forte croissance et les gazelles uniquement pour les branches NOGA de B à N. Afin de garantir la comparaison des données, les données pour la Suisse ont été recalculées en prenant en compte uniquement les branches NOGA de B à N.

n.d. = non disponible

Source: Eurostat

© OFS 2023

La Suisse relativement bien placée en termes de survie des nouvelles entreprises

Si la Suisse crée comparativement moins d'entreprises «ex nihilo» que la plupart des pays européens, elle peut toutefois mettre sur la balance une certaine résistance de celles-ci. Selon les indicateurs de survie de 2020, la Suisse se classe vers le milieu du classement pour toutes les cohortes observées. Les pays qui présentent les taux de survie plus élevés sont les Pays-Bas, la Grèce, le Luxembourg et Chypre. Au Pays-Bas, par exemple, 96,1% des créations 2019 étaient encore actives une année plus tard, tandis que cinq ans après leur création en 2015, 64,7% des entreprises étaient encore en vie. À noter le résultat étonnant de la Hongrie, qui affiche un taux de survie très élevé pour la cohorte à 1 an (96,0%), mais des taux plus en ligne avec la moyenne européenne pour les autres cohortes. Le pays où les nouvelles entreprises semblent avoir plus de peine à survivre est la Lituanie, où plus de trois entreprises sur dix avaient déjà disparu après douze mois et où il ne restait que 27,2% des entreprises après 5 ans. La comparaison avec les pays voisins de la Suisse montre que l'Allemagne et l'Italie ont systématiquement des taux plus bas. L'Autriche présente des résultats meilleurs, exception faite pour la survie à 2 ans, alors que la France se comporte mieux uniquement à plus long terme (à partir de 3 ans).

Le taux d'entreprises à forte croissance et la part des gazelles sont faibles dans notre pays

En 2020, la moitié des pays européens analysés a affiché des taux d'entreprises à forte croissance supérieurs à 10%, avec comme chef de file la Finlande et les Pays-Bas (12,5%). Dans notre pays, 7,0% des entreprises avec au moins 10 emplois ont été classées comme des entreprises à forte croissance. Seules Chypre (1,9%) et la Roumanie (1,9%) ont connu un taux plus bas. Aucun de nos voisins n'a dépassé le seuil de 10%. C'est l'Italie qui, avec 9,5%, s'en rapproche le plus. En ce qui concerne la part des gazelles dans les entreprises à forte croissance, la valeur la plus élevée est celle de la Hongrie. Dans ce pays, plus d'une entreprise à forte croissance sur cinq est en même temps une gazelle (23,9%). De l'autre côté de l'échelle, on retrouve la Suisse (4,5%) et la Norvège (4,8%).

9 Conclusion

En 2021, la Suisse comptait 574 258 entreprises actives et 4 486 354 emplois. Parmi les entreprises, on a recensé 43 037 créations «ex nihilo», qui ont généré 59 559 emplois. Ces chiffres constituent un record absolu depuis le début de la série. En pourcentage, cela représente respectivement 7,5% et 1,3% du total des entreprises actives et des emplois.

Très rapidement après leur création, les nouvelles sociétés sont contraintes de lutter pour leur survie. En 2021, l'analyse des entreprises créées lors des cinq années précédentes montre qu'un an après la création, presque deux entreprises sur dix ne sont déjà plus actives. Les taux de survie baissent ensuite d'année en année. Environ sept entreprises sur dix passent le cap de la deuxième année. Elles ne sont plus que six sur dix à franchir la troisième année. Au bout de 5 ans, environ la moitié des nouvelles entreprises n'a pas réussi à survivre et a dû fermer ses portes.

Les données sur les cessations d'entreprises, qui se réfèrent à l'année 2019, font état de 40 238 cessations définitives (7,1% du total). Ces cessations d'activité ont provoqué la perte de 53 784 emplois (1,2% du total). Dans ce cas aussi, il s'agit des valeurs les plus élevées depuis le début des observations. Malgré ces chiffres record, le nombre de créations d'entreprises et d'emplois en 2019 avait plus que compensé ces pertes.

Le nombre d'entreprises à forte croissance s'est élevé à 4398 en 2021, ce qui représente le 7,2% du total des entreprises actives avec au moins 10 emplois. Par définition, les entreprises à forte croissance génèrent des emplois. En 2021, plus que cinq emplois sur cent étaient localisés dans une entreprise de ce type. Presqu'une entreprise à forte croissance sur vingt s'est avérée être en même temps une gazelle, c.-à-d. une unité dont la création remonte à moins de 5 ans.

En comparaison avec les autres pays européens, la Suisse est moins dynamique en termes de créations d'entreprises. Par contre, les entreprises ont tendance à mieux résister. Cela se traduit par des taux de cessation bas et des taux de survie relativement élevés pour les nouvelles entreprises. En revanche, en termes relatifs, le nombre d'entreprises à forte croissance et de gazelles est plus faible que dans la plupart des autres pays. Si l'on compare les résultats pour la Suisse uniquement à ceux des pays frontaliers, on constate qu'il y a une convergence pour tous les indicateurs UDEMO. Les écarts sont plus prononcés lorsqu'on considère l'ensemble des pays européens.

Éditeur: Office fédéral de la statistique (OFS)

Renseignements: Andrea Grossi, OFS, tél. +41 58 463 66 40,
udemo@bfs.admin.ch

Rédaction: Andrea Grossi, OFS

Série: Statistique de la Suisse

Domaine: 06 Industrie et services

Langue du texte original: français

Mise en page: Publishing et diffusion PUB, OFS

Graphiques: Publishing et diffusion PUB, OFS

En ligne: www.statistique.ch

Imprimés: www.statistique.ch
Office fédéral de la statistique, CH-2010 Neuchâtel,
order@bfs.admin.ch, tél. +41 58 463 60 60
Impression réalisée en Suisse

Copyright: OFS, Neuchâtel 2023
La reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales,
si la source est mentionnée.

Numéro OFS: 1784-2100

Les informations publiées ici contribuent à mesurer la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).



Système d'indicateurs MONET 2030

www.statistique.ch → Trouver des statistiques → Développement durable → Système d'indicateurs MONET 2030